

La Réunion organise sa défense contre les cyberattaques

Des fonds publics seront bientôt mobilisés pour doter La Réunion d'outils de résistance aux cyberattaques. Les entreprises prennent progressivement conscience de la réalité de la menace.

Enquête réalisée par Bernard Grollier



Photo : Guillaume Foulon

Le Centre hospitalier universitaire (CHU) à g. et Leal Réunion, concessionnaire de MINI et BMW, ont subi chacun une grosse cyberattaque en début d'année. Il y a urgence à mieux protéger La Réunion.

Deux cyberattaques survenues en début d'année 2023 ont marqué les esprits à La Réunion. L'une ciblait une entité publique, le Centre hospitalier universitaire (CHU), l'autre une entreprise privée, Leal Réunion.

Les deux attaques se sont bien terminées, sans que les victimes n'aient à payer une rançon à leurs assaillants invisibles. Mais combien d'autres ont déjà été obligées de passer à la caisse, ou se retrouvent en grande difficultés après avoir perdu tout ou partie de leurs données ?

Les pouvoirs publics commencent eux aussi à prendre la mesure du problème et ont lancé des premières actions pour aider le secteur public comme le secteur privé réunionnais à élever des lignes de défense contre la cybercriminalité.

L'an passé, dans le cadre de France Relance, 25 communes et intercommunalités réunionnaises ont reçu une subvention pour renforcer leur sécurité informatique. Un pas supplémentaire sera franchi dans les prochains mois, avec la création d'un centre de ressources en cybersécurité,

confiée à la régie Réunion THD.

Répondant à un appel à manifestation d'intérêt initié par l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information (Anssi), la Région Réunion a obtenu du Plan de relance 600 000 euros de subvention qui lui seront versés en trois ans. La collectivité en versera autant pour faire fonctionner le centre de ressources qui aura plusieurs missions : sensibilisation du monde économique à la cybersécurité, accompagnement en

ingénierie pour les collectivités et mise en place d'une équipe en mesure d'intervenir dès qu'une cyberattaque est détectée.

Aide européenne

En 2022, la Région Réunion avait d'autre part répondu à un appel à projets dans le cadre d'un programme européen visant à constituer des « European Digital Innovation Hubs » (EDIH), sortes de guichets uniques proposant une offre de service com-

portant au moins une des trois briques suivantes : intelligence artificielle, cybersécurité et calcul haute performance. La Réunion a choisi de se concentrer sur la cybersécurité et son projet, déposé en novembre 2022, a été retenu par Bruxelles. Également porté par la régie Réunion THD, il regroupe la Région, la Technopole, l'agence régionale de développement Nexa, l'association Digital Réunion, qui fédère les professionnels du digital, et la CCI. L'Europe apportera 1,5 million d'euros en trois ans, la contrepartie régionale sera équivalente. Le hub aura pour vocation de construire une offre de services de cybersécurité en direction des entreprises et des collectivités, dont il supportera 50 % du coût.

« La cybersécurité est un enjeu de territoire majeur, estime Normane Omarjee, vice-président de la Région en charge du Désenclavement aérien, maritime et numérique. Le centre de ressources et l'EDIH contribueront à compenser le manque de moyens et de compétences pour apporter une réponse suffisante aux menaces de la cybercriminalité. »

Clusir, le club de la sécurité informatique

En attendant la création d'un centre de ressources en cybersécurité, La Réunion dispose depuis une dizaine d'années d'un Club de la sécurité de l'information en réseau (Clusir), association qui a pour vocation de rassembler les différents acteurs de la sécurité de l'information à l'échelle de chaque région française. Placé sous l'égide d'un club national (le Clusif), le Clusir Réunion-océan Indien compte une quarantaine d'adhérents, personnes morales ou physiques, offreurs ou utilisateurs de cybersécurité. Son président, Matthieu Druilhe, est d'ailleurs le responsable de la Sécurité des systèmes d'information au sein d'une collectivité territoriale. Le but du Clusir est de partager les retours d'expérience et d'élever le niveau de maturité du territoire en matière de cybersécurité.